

A l'ULB, le sauvetage des cerveaux syriens

● En cette rentrée académique, l'Université libre de Bruxelles ouvre dix postes pour des chercheurs réfugiés.

● Afin de leur permettre de reprendre des carrières scientifiques, et de sauvegarder ces cerveaux pour le futur de leur pays.

● Rencontre avec Kassem Alsayed, chercheur syrien en Polytech à l'ULB.

“Quand je ne pouvais plus chercher, j'étouffais”

Rencontre Sophie Devillers

Pour arriver en ce mois de septembre dans son laboratoire à la Faculté polytechnique, sur le campus bruxellois du Solbosch à l'ULB, il aura franchi de nombreuses étapes et aura parcouru ce qui ressemble à un demi-tour du monde. Mais Kassem Alsayed Mahmoud, 42 ans, est ravi d'être là. Pendant trois ans, entre 2012 et 2015, il n'a plus pu exercer son métier de chercheur. “Un chercheur qui arrête de chercher, c'est comme quelqu'un qui n'a plus d'oxygène. J'étouffais”, se souvient ce spécialiste des procédés biotechnologiques alimentaires.

Jusqu'en juillet 2012, Kassem Alsayed Mahmoud était assistant à l'Université Al-Furat, dans la ville de Deir Ezzor, dans l'est de la Syrie. Mais l'enseignant-chercheur a décidé de fuir le pays, pour échapper au service militaire obligatoire. “Mon service était terminé, mais quand la révolution a commencé, le régime a voulu nous garder au service militaire pour une durée indéterminée. Moi, j'étais contre ce régime dictateur, qui en plus commençait à bombarder les civils! Mais si je restais dans le pays, j'étais massacré tout de suite par les forces d'Assad.” Arrivé en Turquie, il cherche du travail, sans succès car il ne parle pas la langue. Il quitte alors la Turquie pour le Qatar, sans plus de chance. A présent, il en sourit: “Le Qa-

tar, c'est le pétrole, la construction et le management, pas trop la production alimentaire!”

La galère de la recherche à Deir Ezzor

Il tente alors la demande de visa vers la France, où il a étudié entre 2005 et 2007. Celle-ci accepte et lui accorde le statut de réfugié mais c'est à Gand, qu'il trouvera un poste de chercheur. Il y a passé l'année académique 2015-2016, grâce au réseau “Scholars at Risk”. Cette année, ce sera à l'ULB qu'il poursuivra ses recherches. Il sera l'un des dix chercheurs réfugiés à bénéficier d'une chaire (lire ci-dessous).

En Belgique, les conditions de recherche sont radicalement différentes de celles de son pays natal. “Même avant la crise, on n'avait pas de recherche en Syrie, dit-il. On n'avait pas de moyens, on n'était pas aidés par le gouvernement. C'est difficile de trouver un Syrien qui publie dans une revue scientifique! Quand j'étais chercheur, j'ai galéré! Par exemple, j'ai demandé pendant plus d'un an un appareil pour analyser

les lipides... Puis quand je l'ai eu, j'ai dû partir...” Avec la guerre, de nombreux universitaires ont quitté la Syrie. “Rien qu'en Turquie, 850 chercheurs syriens cherchent du travail”, soupire le scientifique. Une véritable fuite des cerveaux... “Non, pas une fuite des cerveaux, s'anime de suite le chercheur. Un sauvetage des cerveaux! On part parce qu'il y a la guerre. On sauve notre cerveau pour pouvoir le ramener plus tard en Syrie! La

majorité des cadres syriens avec qui je discute veulent revenir un jour en Syrie et reconstruire le pays. Et c'est mon cas! Si nous sommes ici, c'est pour poursuivre notre carrière scientifique, aider notre famille, et reconstruire le pays après.”

Ses retrouvailles avec la science dans les labos belges ont demandé un effort particulier. “Si vous arrêtez trois ans, vous commencez à oublier les choses, la recherche avance sans vous...” Le timing

est serré: un an pour faire avancer une recherche, c'est très court. C'est pour cette raison qu'il compte sur l'année renouvelable prévue par l'ULB. Il croit beaucoup en son sujet, qui tourne autour de la valorisation des sous-produits des industries d'amidon. Son autre grand souhait: faire venir sa femme et ses trois enfants, qui vivent pour l'instant en Turquie.

“Ce n'est pas une fuite des cerveaux, mais un sauvetage des cerveaux.”

KASSEM ALSAYED MAHMOUD

Chercheur syrien de l'ULB.

Dix bourses pour des chercheurs réfugiés

Durant cette année académique 2016-2017, dix réfugiés du Moyen-Orient arrivés en Belgique bénéficieront d'une bourse spéciale octroyée par l'Université libre de Bruxelles. Budget: 800 000 euros, sur deux ans, sur fonds propres. Parmi eux, Kassem Alsayed Mahmoud, mais aussi 9 autres personnes, dont huit de Syrie et une d'Irak. Elles occuperont des chaires postdoctorales, c'est-à-dire qu'elles feront de la recherche en faculté de médecine, de lettres, de philo et de sciences sociales, en faculté des Sciences, en Polytechnique et en faculté de Droit. Leur identité n'est pas divulguée car ces 7 hommes et deux femmes craignent encore pour leur famille restée sur place.

Soutien à une politique d'accueil

Par ces dix chaires, l'ULB explique vouloir manifester son soutien à une politique d'accueil des réfugiés. *"Mais aider ces chercheurs et la recherche, c'est aussi leur permettre de reconstruire, à un moment, leur pays"*, souligne Didier Viviers. Le recteur de l'ULB a tenté de trouver des universités partenaires en Europe pour

emboîter le pas à l'ULB, *"mais c'est difficile d'obtenir un élan en Europe. En France, l'Institut d'études avancées a ouvert des postes, mais c'est de l'ordre de deux ou trois. Mais je ne désespère pas..."*

Il est vrai que pour les universités, ce choix n'est pas forcément évident. Décrocher une bourse, pour n'importe quel chercheur est tout sauf aisé et la compétition est franchement rude. *"Et un directeur de laboratoire, entre différents candidats, ne va pas forcément choisir le réfugié syrien..."*, indique Jean-Michel De Waele, vice-recteur aux affaires étudiantes de l'ULB. D'autant que d'habitude, les ouvertures de chaires se font en fonction de sujets bien précis: les polymères, l'histoire des Etats-Unis... Ici, la sélection de l'ULB s'est faite sur la personne, et non sur le projet. Mais l'Université, qui a une longue tradition d'accueil des réfugiés, est sûre de son choix. Elle offrira aussi la gratuité de l'inscription aux étudiants réfugiés. Une douzaine est d'ores et déjà inscrite. D'autres attendent leur équivalence de diplôme.

So. De.

800

MILLE EUROS

Le coût du projet, financé par l'ULB sur fonds propres.